

□ Colonies israéliennes

La Coalition 63 présente sa pétition



Le député André Chassaigne (à droite) concrétise son soutien par des questions écrites au gouvernement.

La Coalition 63 a recueilli «2 067 signatures de sa pétition demandant aux grandes surfaces du Puy-de-Dôme de ne plus mettre en vente les produits provenant des colonies israéliennes en Palestine occupée».

C'est en tout cas ce qui a été annoncé vendredi 15 novembre lors d'une conférence de presse à la Maison du peuple de Clermont-Ferrand en présence, notamment, d'André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme (PCF/Front de gauche) ; Marie-Angèle Pugliese, représentant la députée Danielle Auroi (Europe Écologie-Les Verts) ; Sandrine Clavières, conseillère municipale NPA de Clermont-Ferrand ; Julien Pauliac, secrétaire général de l'UD-CGT 63 ; Yves Chilliard, président de l'AFPS 63 (*Association France Palestine Solidarité du Puy-de-Dôme*), et d'une vingtaine de militants d'organisations clermontoises.

Julien Salingue, universitaire spécialiste de la Palestine, qui a présenté le 14 novembre aux *Amis du Temps des cerises* l'ouvrage *Israël, un État d'apartheid ?*, qu'il a coédité, a aussi participé à cette manifestation.

Yves Chilliard a rappelé que s'était développée «une forme non violente de solidarité avec les Palestiniens victimes de la colonisation israélienne». «Suite aux bombardements de Gaza en 2009, une large coalition de 27 organisations pour le boycott des produits des colonies israéliennes en territoires palestiniens occupés s'est formée à Clermont-Ferrand», indique-t-on à La Coalition 63. Ses actions de septembre 2010 à octobre 2013 ont permis de «recueillir 2 067 signatures d'une pétition contre la vente de ces produits».

Le député André Chassaigne, la députée Danielle Auroi (par la voix de sa représentante), Sandrine Clavières et Julien Pauliac ont réaffirmé leur soutien à ces actions et à La Coalition 63. De plus, André Chassaigne a concrétisé ce soutien par des questions écrites au gouvernement. Quant à Julien Pauliac, il participe à «la mise en place d'un débat interne à la CGT confédérale sur cette problématique».

Enfin, Julien Salingue a rappelé que «les sondages montrent que la majorité de l'opinion publique française est solidaire des Palestiniens».